

# Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme, la démocratie en Afrique, la question climatique et sur la Grèce et la Zone euro, à Cotonou le 2 juillet 2015.

Journaliste : Merci. Bonjour monsieur le Président. Dans votre adresse tout à l'heure vous avez évoqué la responsabilité individuelle et collective des Etats africains dans la lutte contre le terrorisme. Je voudrais particulièrement savoir la contribution que la France compte apporter à la lutte contre la secte islamique Boko Haram, quand on sait que récemment les pays de la commission du bassin du lac Tchad se sont organisés pour la mise en place d'une force mixte pour bouter dehors cette secte islamique qui cause énormément de dégâts dans la sous région. Merci.

LE PRESIDENT : D'abord je voudrais remercier le président BONI YAYI pour son accueil et pour aussi son implication dans tous les dossiers que nous avons à traiter et notamment dans celui de la sécurité.

La France n'entend pas se substituer aux Africains. Ce sont les Africains qui doivent assumer la lutte contre le terrorisme et leur propre sécurité. Assumer, chaque pays doit le faire et nous avons des liens de coopération avec beaucoup de pays africains. Nous sommes toujours prêts à les renforcer, ce qui a été le cas ces dernières années et ces derniers mois. Nous aidons aussi les Africains pour qu'ils puissent ensemble mieux se coordonner, mieux agir, et notamment les pays du lac Tchad, puisque ces pays sont visés, frappés par Boko Haram. Depuis la réunion que j'avais faite à Paris, il y a eu des progrès dans cette coordination, dans les renseignements, dans les informations, et dans les actions qui ont pu être menées contre Boko Haram, au Nigeria, au Niger, au Tchad, au Cameroun. Cela doit donner encore plus de force à l'idée que nous avons lancée, de forces africaines qui puissent, lorsque c'est nécessaire, intervenir en urgence face à un certain nombre de dangers.

Nous sommes là encore prêts, avec l'Europe, à appuyer les forces qui pourraient être ainsi mises en place.

La France a pris sa responsabilité dans plusieurs occasions de natures différentes et j'ai évoqué le Mali, j'ai évoqué la Centrafrique. Pour ce qui concerne la lutte contre Boko Haram nous sommes présents dans la région et nous pouvons apporter, quand nous sommes appelés, un certain nombre d'appuis logistiques, matériels.

Christophe BOISBOUVIER, RFI : Bonjour messieurs les présidents. Alors monsieur le Président François HOLLANDE vous venez de lancer un appel au respect des textes constitutionnels, des échéances électorales et des rythmes de la démocratie. Vous avez cité en positif le Burkina Faso et le Bénin du président Thomas BONI YAYI que nous remercions pour son accueil dans son pays. Vous avez cité, en terme beaucoup plus problématiques, le Burundi. Est-ce que vous n'auriez pas pu citer aussi l'Angola et le Cameroun où vous allez vous rendre dans quelques heures et où le rythme de la démocratie est très très lent, les présidents sont en place depuis plus de trente ans. Le Congo Brazzaville aussi dont vous allez recevoir le président la semaine prochaine et à qui on prête l'intention de ne pas respecter les textes constitutionnels dont vous

avez parlés.

Avant toute chose monsieur le Président, deux soldats français en opération extérieure au Burkina Faso sont soupçonnés d'agression sexuelle sur deux jeunes filles mineures. Quelle est votre réaction ?

LE PRESIDENT : Sur la première question, je ne change pas de discours selon les lieux où je me déplace. Et je dis aux interlocuteurs de pays africains, comme d'autres d'ailleurs, les principes qui gouvernent la France dans la conception que nous avons de la démocratie, des droits de l'homme et des élections.

Je me suis exprimé de la façon la plus claire au sommet de la francophonie à Dakar, je pense que chacun a entendu ce message. C'était après ce qui s'était produit au Burkina Faso. C'est une leçon, le Burkina Faso. Je vais donc aller en Angola et au Cameroun et je ne vais pas changer de propos pour autant. Les élections doivent avoir lieu à des rythmes qui sont ceux de toute démocratie et les constitutions sont faites pour être respectées. Ça ne veut pas dire qu'elles ne puissent jamais être changées, mais quand ce sont les mêmes qui ont voulu des changements et qui font encore des changements au changement, dans le seul but de se perpétuer, nous disons qu'il y a là un risque. Un risque pour la démocratie mais aussi un risque pour la stabilité et la sécurité. Nous le voyons au Burundi où il y a des violences, il y a des contestations, il y a des manifestations qui ne cessent pas. Je crois que le président BONI YAYI est particulièrement préoccupé et fait en sorte que la raison puisse l'emporter.

Sur la deuxième question que vous avez posée, dès que nous avons eu connaissance des faits qui concernaient deux soldats français et qui étaient suffisamment graves pour justifier une action pénale, le ministre de la Défense a immédiatement agi, la justice a été saisie, les deux soldats français seront en France pour répondre de leurs actes et y être jugés.

En Centrafrique, il s'agit aussi d'un fait grave, un fait divers, mais grave, comme beaucoup de faits divers. Il s'agit de soldats qui auraient commis des actes de pédophilie et qui donc doivent en répondre devant la justice française.

Journaliste, Radio et télévision du Bénin : Merci bien. Monsieur le Président de la République française, vous avez évoqué il y a un instant la 21ème conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui va se tenir à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Alors en quoi est-ce que cette rencontre pourrait être coercitive pour les pays industrialisés et porteuse d'espoir pour les petits pollueurs comme le Bénin ?

LE PRESIDENT : Un pays comme le Bénin pourrait se poser la question : est-ce que cet accord, s'il intervient, va être une contrainte de plus pour son développement ? Puisque dans cet accord il y aura des limitations d'émissions de gaz à effet de serre, il y aura comme perspective l'élimination de produits carbonés. Donc le Bénin comme d'autres pays en développement ou émergents pourrait se dire : mais est-ce que c'est finalement un accord qui va nous permettre de nous développer ?

Eh bien je vais vous répondre très clairement. Oui, ça va vous permettre de vous développer, parce que avec les fonds qui vont être dégagés, avec les technologies qui vont être déployées, avec les investissements qui vont pouvoir être réalisés, un pays comme le Bénin, les pays africains vont être capables de développer bien plus vite que les pays industrialisés la croissance verte et vont pouvoir sauter des étapes. Je pense donc que c'est une opportunité considérable, pour les pays industrialisés de remettre en cause un certain nombre de modes de production, de faire en sorte que nous puissions avoir une sobriété énergétique, que nous mettions en place de nouveaux modes de transport, que nous puissions aussi investir dans les pays en développement. Mais je pense que l'opportunité est très forte pour les pays africains. C'est le plan pour les énergies renouvelables, c'est le plan aussi pour le développement des nouvelles technologies que nous devons mettre en place le plus vite possible.

Adrien GINDRE, BFM : Bonjour. Question qui s'adresse au Président français. Hier vous avez souhaité un accord tout de suite sur la Grèce. Angela MERKEL a fait savoir qu'elle ne souhaitait plus de négociations avant le référendum du dimanche. Regrettez-vous cette position de la chancelière allemande et demandez-vous une reprise des discussions sans attendre le résultat ?

Merci.

LE PRESIDENT : Hier il y avait un espoir d'un accord à la condition que les propositions grecques, qui avaient été envoyées, puissent être traduites rapidement et qu'à ce moment-là l'accord, qui pouvait être éventuellement trouvé, fasse tomber le référendum. Or, dans le même temps où des propositions nouvelles venaient de la Grèce, le Premier ministre TSIPRAS réaffirmait la date du référendum, et confirmait qu'il défendrait le « non » à la question qu'il avait posée, et qui d'ailleurs n'avait plus de caractère précis puisque c'était de nouvelles propositions qu'il avait lui-même adressées à la Commission européenne et aux institutions qui semblaient maintenant être le centre du débat. Qu'ont conclu les ministres des Finances de cette situation ? Qu'il fallait attendre le référendum. Et qu'ensuite il y aurait des conséquences à en tirer. Mais je l'ai dit hier, ce ne sont pas les mêmes conséquences. Si c'est le « oui » ou si c'est le « non ». Si c'est le « oui », même si c'est sur la base de propositions qui sont déjà dépassées, la négociation peut très facilement s'engager et l'accord sera j'imagine très rapidement conclut. Si c'est le « non », on est dans une forme d'inconnu £ c'est aux Grecs de répondre.